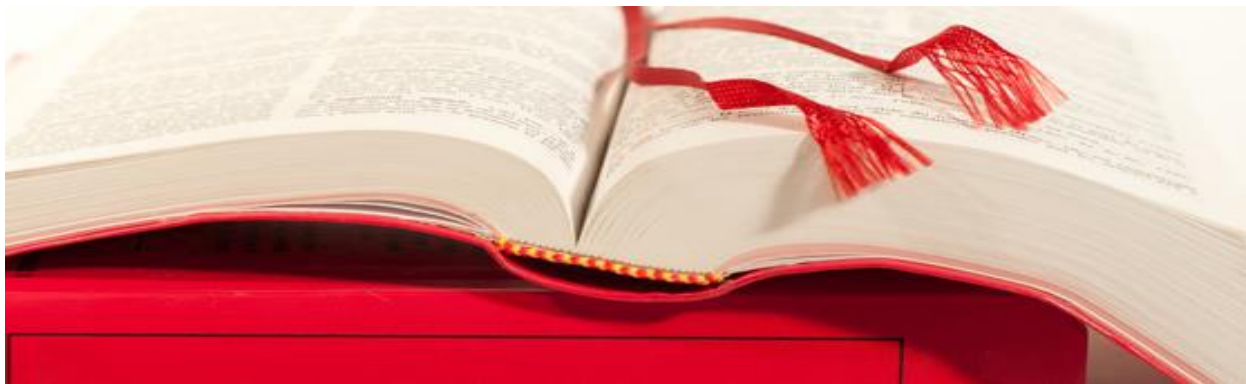


# GOSSEMENT

AVOCATS

## **La directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets et la problématique des mélanges biodéchets et boues d'épuration**



**Colloque RISPO, FNCCR et GrDF –  
18 juin 2019**

## Présentation

- L'apport de la directive-cadre n°2008/98/CE sur les déchets, dans sa version modifiée par la directive n°2018/851 du 30 mai 2018 en matière de collecte séparée et non mélangée des biodéchets
- Le statut de déchets des boues d'épuration et la problématique de la sortie du statut de déchets des matières fertilisantes
- Le cadre juridique du mélange boues d'épuration et autres déchets organiques

# Sur les apports de la directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets (1/2)

La directive-cadre n°2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets a été dernièrement modifiée par la directive n°2018/851 du 30 mai 2018.

L'article 22 de la directive-cadre prévoit :

- La mise en place d'un tri et recyclage à la source ou d'une collecte séparée non mélangée « avec d'autres types de déchets » des biodéchets au plus tard le 31 décembre 2023 (cf. nouvel article 22 de la directive-cadre)
- Focus sur la notion de « biodéchets » en droit de l'UE : entrent dans le champ d'application de la directive-cadre, les biodéchets qui sont produits par des ménages (déchets biodégradables de jardin ou alimentaires) mais aussi par des professionnels (bureaux, restaurants, commerces de gros, cantines, traiteurs et magasins de vente au détail – cf. article 3, 4° de la directive-cadre)

## Sur les apports de la directive-cadre 2008/98/CE sur les déchets (2/2)

La directive-cadre prévoit que la collecte séparée des biodéchets est mise en place sous réserve notamment du respect de l'article 10 § 3.

Cet article 10 § 3 prévoit que les Etats membres peuvent autoriser des dérogations à la collecte séparée et non mélangée des biodéchets à condition qu'au moins l'une des quatre conditions soient remplies, en particulier :

- La collecte conjointe des biodéchets avec d'autres déchets n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une opération de valorisation et produit, à l'issue de leur valorisation, un résultat de qualité comparable à celui obtenu au moyen d'une collecte séparée
- L'objectif du législateur européen est de garantir un recyclage de qualité élevée (cf. considérant n°42 de la directive n°2018/851).

## Focus sur la sortie du statut de déchets des boues d'épuration (1/3)

Les boues d'épuration sont juridiquement des déchets (cf. article R. 211-27 du code de l'environnement).

La loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite loi EGAlim) a simplifié la sortie du statut de déchets de certaines matières fertilisantes et supports de culture.

- La délivrance d'une autorisation de mise sur le marché à une matière fertilisante ou un support de culture emporte sortie du statut de déchets de cette matière fertilisante ou de ce support de culture (cf. article L. 255-12 du code rural et de la pêche maritime, modifié par l'article 95 de la loi EGAlim)

## Focus sur la sortie du statut de déchets des boues d'épuration (2/3)

Sont également concernés par une sortie du statut de déchets les matières fertilisantes et supports de culture qui sont conformes à :

- une norme rendue d'application obligatoire par voie d'arrêté
- Un règlement de l'Union européenne
- Un cahier des charges approuvé par voie réglementaire garantissant leur efficacité et leur innocuité

**A l'exception des matières fertilisantes ou supports de culture « issus de la transformation de boues de station d'épuration seules ou en mélange avec d'autres matières composées en tout ou partie de boue » (cf. article L. 255-12 du code rural et de la pêche maritime).**

- Le compost de boue, conforme à la norme NFU44095 rendue d'application obligatoire par arrêté du 5 septembre 2003, conserve un statut de déchets.

## Focus sur la sortie du statut de déchets des boues d'épuration (3/3)

- La sortie du statut de déchets des matières fertilisantes ou supports de culture composés en tout ou partie de boue d'épuration reste possible mais elle est conditionnée au respect des critères définis à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement.

## Focus sur les mélanges d'intrants : ce que prévoit la réglementation (cf. article R. 211-29 du c. env.)

- Il est interdit de mélanger des boues provenant d'installations de traitement distinctes
- Que par exception, le préfet peut autoriser le regroupement de boues dans des unités d'entreposage ou de traitement communs lorsque la composition des boues est conforme aux prescriptions techniques fixées par la réglementation (aux articles R. 211-38 à R. 211-45 du c. env.)
- Le préfet peut également, dans les mêmes conditions, autoriser le mélange de boues et « d'autres déchets » (incluant des biodéchets en l'absence de précision contraire), dès lors que l'objet de l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques des boues à épandre.



## Focus sur les mélanges d'intrants : les modifications en cours de la réglementation (1/3)

Aux termes d'un courrier du 3 mars 2019, Madame Emmanuelle Wargon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition énergétique, a présenté les modifications à venir de l'article R. 211-29 du code de l'environnement :

- Le mélange des boues d'épuration sera possible en méthanisation, y compris avec les autres déchets organiques valorisables issues de l'assainissement
- Le mélange des boues et des biodéchets « restera » interdit.

## Focus sur les mélanges d'intrants : les modifications en cours de la réglementation (2/3)

Plusieurs textes ont été récemment mis en consultation publique sur le site du ministère de la transition écologique.

Parmi ces projets de texte : le projet de décret modifiant la nomenclature des installations IOTA prévoit de modifier l'article R. 211-29 du code de l'environnement :

- Le mélange de boues dans des unités d'entreposage ou de traitement communs, en vue de leur épandage, est autorisé, dans les conditions précisées aux termes du courrier du 3 mars 2019.
- Le mélange de boues avec d'autres déchets est interdit.

A défaut de précision contraire, une telle interdiction devrait s'appliquer à toute opération de valorisation des boues (méthanisation, compostage).

## Focus sur les mélanges d'intrants : les modifications en cours de la réglementation (3/3)

Le projet de décret prévoit que le préfet peut autoriser le mélange de boues avec d'autres déchets non dangereux, sous réserve :

- Que les déchets composant le mélange soient individuellement conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en vue de l'épandage sur les sols agricoles
- Dès lors que l'objet de l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques des boues à épandre.

Le principe d'une « interdiction du mélange de boues avec d'autres déchets » s'inscrit notamment dans le prolongement de la mesure n°24 de la Feuille de Route pour l'Economie Circulaire (FREC), aux termes de laquelle il convient de veiller « *à ne pas dégrader la valeur créée par l'effort de tri par mélange de matières organiques non contaminées (brutes ou triées à la source) avec des biodéchets de qualité moindre [...]* ».

## A retenir

- La directive-cadre n°2008/98/CE prévoit que les Etats membres peuvent déroger à la mise en place d'une collecte séparée et non mélangée des biodéchets, à condition notamment de ne pas affecter la capacité de valorisation de ces déchets et de garantir un recyclage de haute qualité.
- Les boues d'épuration ainsi que les matières fertilisantes et supports de culture composés en tout ou partie de boues, sont juridiquement des déchets.

Leur sortie du statut de déchets reste possible mais conditionnée au respect des critères définis à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement.

- Le mélange boues d'épuration et biodéchets est soumis à une autorisation préfectorale qui ne sera accordée que s'il est démontré que l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques des boues à épandre.

**Merci pour votre attention**

